

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 02/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHEVAL GRANULATS SAS

Quartier Mondy
BP 84
26300 Bourg-De-Péage

Références : 20241202-RAP-DACA1140

Code AIOT : 0010300137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement CHEVAL GRANULATS SAS implanté Mondy 26300 Bourg-de-Péage. L'inspection a été annoncée le 21/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEVAL GRANULATS SAS
- Mondy 26300 Bourg-de-Péage
- Code AIOT : 0010300137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de Bourg de Péage au lieu-dit « Mondy » a été autorisée au profit de la société CHEVAL Frères par arrêté préfectoral n° 2014196-0010 du 15 juillet 2014 (renouvellement et extension de l'autorisation antérieure de 2008). Un changement d'exploitant par arrêté préfectoral

complémentaire du 13 avril 2017 a attribué l'autorisation d'exploiter à la société CHEVAL Granulats. Elle a ensuite été modifiée par arrêté complémentaire du 15 février 2022. L'autorisation d'exploiter la carrière porte actuellement sur une superficie de 27ha 56a 58ca pour une durée de 20 ans, avec une production maximale annuelle de 255 000 tonnes. L'autorisation porte également sur une installation de traitement des matériaux d'une puissance totale de 1380 kW et sur une station de transit de produit minéraux de 10 000 m².

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 1	Sans objet
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 4	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.8	Sans objet
5	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 10.4.2	Sans objet
6	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 10.5	Sans objet
7	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 14.1	Sans objet
8	Incendie et explosion	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Sans objet
10	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	Sans objet
11	Information du public	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 6.1	Sans objet
12	Bornage	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 6.2	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux points nécessitent une action corrective : le respect de la profondeur maximale d'extraction et la fréquence de mesure des retombées de poussières qui doit être trimestrielle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation			
Prescription contrôlée :			
Désignation de l'installation	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière de sables et de graviers	Production maximale de 255 000 tonnes par an Jusqu'au 15 juillet 2034	2510.1	Autorisation
Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance des installations fixes : 1 180 kW Puissance des installations mobiles : 200 kW Puissance totale : 1 380 kW	2515-1a	Enregistrement
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Surface maximale de transit de 10 000 m ²	2517-2	Déclaration
Constats :			
<p>Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP sont les suivantes :</p> <p>2021 : 240 000 t</p> <p>2022 : 212 000 t</p> <p>2023 : 230 600 t</p> <p>Les tonnages produits respectent l'arrêté d'autorisation.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Conditions de remise en état
Prescription contrôlée :
L'objectif final est la restitution majoritairement de terrains à l'activité agricole.

<p>En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera réalisée de manière coordonnée à l'exploitation et comportera les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un remblayage des excavations au moyen de matériaux inertes extérieurs soigneusement contrôlés conformément à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ; - un talutage des fronts à une pente de 15° ; - une remise en place des stériles de découverte et de production, puis de la terre végétale sur une épaisseur d'environ 2 mètres, en effectuant un nivellement et en conservant une pente minimale de 0 à 1° orientée vers le Sud, facilitant l'écoulement des eaux ; - un ensemencement de la zone remblayée par un mélange de légumineuses et de graminées. <p>Au niveau du bassin de boues au Nord-Ouest, l'exploitant procédera, après le remblaiement, à une plantation d'arbres avec espèces locales (voir article 7.6.2). Une partie de ce secteur restera à l'état minéral (voir localisation en ANNEXE I).</p> <p>En cas de non réalisation de cette station de distribution de bio GNV, la remise en état sera celle prévue initialement dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>La plateforme technique restera en l'état actuel. L'installation de traitement permettra ainsi le traitement des matériaux en provenance d'autres sites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le projet de mise en place d'un méthaniseur agricole dans la partie sud-ouest de la zone excavée va générer une modification des conditions de remise en état. Il va être implanté à une cote inférieure à la cote du terrain naturel. Quand le projet sera connu plus précisément, un porter à connaissance sera déposé pour demander les modifications des conditions de remise en état. Cette zone fera ensuite l'objet d'une cessation partielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dès que le projet de méthaniseur agricole sera finalisé, le porter à connaissance sera à déposer auprès de l'inspection pour modifier les conditions de remise en état prévues.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Profondeur maximale d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est limitée en profondeur de la cote de 164 m NGF.</p> <p>[...]</p>

Constats :
Sur le plan d'exploitation du 24 septembre 2024, quelques points sont à 163,2 m, 163,4 m et 163,8 m.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de bien respecter la cote minimale d'extraction de 164 m NGF et de présenter à l'inspection les modalités d'organisation permettant de garantir le respect de la cote minimale autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Sur ce plan, mis à jour au moins une fois par an, seront reportés : <ul style="list-style-type: none"> – les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ; – les bords de la fouille ; – les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; – les zones remises en état ; – les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
Constats :
Le plan d'exploitation consulté date du 24 septembre 2024. Il comporte bien l'ensemble des informations attendues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 10.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Les eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] <p>I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30°C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/L (norme

<p>NFT 90 105) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/L (norme NFT 90 101) ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/L (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a actuellement pas de rejets canalisés d'eaux pluviales sur la carrière. Les analyses prévues à cet article ne sont pas donc pas requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 10.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle semestriel de la qualité des eaux sera effectué à l'aval hydraulique de la carrière, avec un état initial avant le début des travaux, et portera sur les paramètres suivants : bactériologie, pH, température, conductivité, matières en suspension totales, carbone organique totale, demande chimique en oxygène, demande biochimique en oxygène, concentration en hydrocarbures.</p> <p>Le niveau piézométrique sera mesuré deux fois par an en période de hautes eaux et en période de basses eaux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux souterraines est bien réalisé à fréquence semestrielle.</p> <p>Les résultats d'analyse consultés en date du 05/02/2024 et du 11/09/2024 font apparaître une présence de coliformes totaux dont la cause peut difficilement être attribuée à la carrière. L'environnement est agricole et les épandages réalisés peuvent être à l'origine de la présence de ces coliformes totaux.</p> <p>Le relevé piézométrique est réalisé à fréquence mensuelle. Entre janvier 2022 et octobre 2024, les niveaux ont varié de -24,83 m à -21,91 m (altimétrie de la dalle du piézomètre : 182,426 m).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 14.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruits</p>

Prescription contrôlée :

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette installation.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée

(incluant le bruit des installations)

Émergence admissible pour la période allant de 7h à 19h (jour) sauf samedis, dimanches et jours fériés

Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)

6 dB (A)

Supérieur à 45 dB (A)

5 dB (A)

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB(A) pour la période de jour, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

[...]

Constats :

La dernière campagne de mesure de bruits a été réalisée le 23 octobre 2024. Les valeurs sont conformes en limite de propriété et en émergence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un

<p>débit de 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p> <p>Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une réserve d'eau de 2 500 m³ avec raccord pompier est présente sur site. Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle. La dernière vérification date du 31/07/2024. Au premier étage de l'installation de traitement des matériaux, un extincteur à priori non positionné à son emplacement et n'ayant pas fait l'objet d'une vérification en 2024 était présent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant de faire attention à ce que le prestataire réalise un contrôle exhaustif des extincteurs et si l'un d'entre eux n'est plus utilisable, de l'évacuer dans une filière agréée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de mesure des retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les campagnes de mesure de poussières sont réalisées à fréquence semestrielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La fréquence de mesure de poussières requise par l'arrêté ministériel est trimestrielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombée atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>19.7 Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2023, les campagnes de mesure de poussières ont été réalisées du 22/03/2023 au 24/04/2023 et du 02/11/2023 au 06/12/2023. Lors de la première campagne, la concentration de poussières mesurées en B1 était de 505,9 mg/m²/jour. Cela s'explique par une météo très sèche et des vents soutenus. Les autres mesures sur les points de type B sont conformes.</p> <p>En 2024, seuls les résultats de la première campagne ont été reçus. Elle a été réalisée du 03/04/2024 au 06/05/2024. Les résultats sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Panneau d'information
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier un panneau indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>

<p>Constats :</p> <p>Un panneau d'information mentionnant les informations ci-dessus est présent à l'entrée de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Bornage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni le plan de bornage du périmètre autorisé en date du 22/11/2021. La végétation présente masque les bornes. Le site est cependant totalement clôturé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Transport des matériaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Elle produira une étude de trafic dans les six mois qui suivent la reprise de l'exploitation suite au présent arrêté, la transmettra à la direction des déplacements du Conseil Général de la Drôme et mettra en place les aménagements préconisés en conséquence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une étude de trafic a été réalisée du 16/12/2016 au 22/12/2016. Actuellement, l'entrée et la sortie de la carrière se font via une voie permettant la décélération et une voie d'insertion. Le carrefour n'est pas accidentogène. Un projet de rond-point a été évoqué mais le portage financier exclusivement du ressort de l'exploitant, n'a pas permis au projet d'aboutir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>